

RÉGIME D'ACCUMULATION, EXCLUSION ET VIOLENCE (Colombie 1950-2010)

GABRIEL MISAS ARANGO
PROFESSEUR
Université Nationale de Colombie
gmisasa@unal.edu.co

RÉSUMÉ

La réflexion sur le livre d'Etienne Balibar, *Violence et Civilité*, est élaborée depuis une analyse économique-politique du cas emblématique de la violence en Colombie. Je me propose de présenter et de qualifier des étapes de violence à partir de la situation du pays et des étapes d'expansion du capitalisme en Colombie qui a commencé au début du XXe siècle. Elle s'est produite dans un climat de violence généralisée. Dans la première moitié du XXe siècle, la faiblesse de l'Etat, incapable de contrôler le territoire (trois fois la France) et d'y exercer un monopole de la violence, a échoué à convertir la violence en institutions et en droits. Cette incapacité a engendré des conflits à propos de l'appropriation des terres, avec une grande concentration des terres qui a provoqué de graves conflits et des formes de violence extrême. Cette injustice a constitué un précédent funeste. Elle a encouragé les grands déplacements forcés de population rurale d'environ 4 millions personnes survenus entre les années 1980 et la fin 2010, en accélérant l'urbanisation, l'économie informelle (60% de la population active), le chômage, l'apparition, le développement de es populations « jetables ».

Mots-clés : expansion capitaliste, violence, désappropriation des terres, migrations.

Birikim rejimi, dışlama ve şiddet Prof. Gabriel Misas, Bogota, Colombie

Etienne Balibar'ın, *Şiddet ve Sivillik* kitabı üzerine geliştirdiğim düşünceler, Kolombiya'da yaşanan örnek şiddet vakasını temel alarak, birikim rejimleri ve bunların düzenlenme tarzları üzerine yaptığım bir araştırmaya ve birikim rejiminin yarattığı sonuçların (gerilim, çatışma, iktidar ilişkileri, kamu politikalarının seçimi, vs.), ekonomik-politik-toplumsal bir analizine dayanıyor. Bu sempozyumda, Kolombiya'daki durumdan ve XX. yüzyılda bu ülkede kapitalist büyümenin farklı aşamalarından yola çıkarak şiddetin evrelerini göstermeyi ve nitelemeyi amaçlıyorum. Sistematik anlamda birikim ve büyüme XX. yüzyılın başında başladı ve neredeyse tüm ülkeye yayılmış olan genel bir şiddet havası içinde üretildi. XX. yüzyılın ilk yarısında, güçsüzlüğü nedeniyle topraklarını (Fransa'nın üç katı büyüklüğünde) kontrol altına almaktan ve şiddet tekeli uygulamaktan aciz olan devlet, şiddeti kurumlar ve hukuk yoluyla dönüştürmek konusunda başarısız oldu. Bu acizlik, ekonomik büyüme tarzına ilişkin çatışmalar doğurdu. Özellikle de toprakların sahiplenilmesini, ciddi boyutta tekellerde toplanmasını içeren bu büyüme tarzı, ağır çatışmaların ve Etienne Balibar'ın ele aldığı « aşırı şiddet » biçimlerinin ortaya çıkmasına yol açtı. Bu adaletsizlik bir felaketin başlangıcı oldu. Kırsal kesimdeki nüfusun büyük bir kısmının, 1980 ile 2010 sonu arasında yaklaşık 4 milyon kişinin, göç etmesine yol açtı. Şehirleşmeye, kayıtdışı ekonomiye (aktif nüfusun %60'ı), işsizliğe, « atık » insan topluluklarının oluşumuna, vs. hız kazandırdı. Tekelci birikimi ve kimi zaman « aşırı » hale gelen yerleşik şiddeti içeren böyle yapısal bir çerçeveden nasıl çıkılabilir ? Kolombiya'da bu yönde girişimler mevcut, bunlar üzerinde tartışma imkanı olacaktır.

Anahtar kelimeler : ekonomi, kapitalist büyüme, şiddet, paramiliter unsurlar, topraklar üzerindeki özel mülkiyetin kaldırılması, kayıtdışı ekonomi, göçler.

Une première vague de violence

L'expansion capitaliste en Colombie, qui commence au début du XXe siècle, s'est formée dans un climat de violence extrême et généralisée. Lors de la première moitié du XXe siècle, la faiblesse de l'Etat, incapable de contrôler le territoire et d'y exercer le monopole souverain de la violence, n'est pas arrivé à transformer la violence en institutions, en droits, ce qui a donné lieu à des conflits à propos de la propriété des terres et à des conflits patronaux-syndicaux très violents. La rude répression de l'Etat, à la fin des années 1920, envers le mouvement ouvrier dans les régions pétrolières et les zones bananières est très connue. La fin de l'hégémonie conservatrice et l'arrivée au pouvoir des gouvernements libéraux pendant la période de 1930 - 1945 ont aidé à créer des institutions qui ont canalisé la violence. La faiblesse de l'Etat, s'est exprimée à travers un pouvoir exécutif qui a laissé le contrôle de la population rurale (majoritaire à l'époque) aux élites régionales (les propriétaires des terrains et les caciques politiques) et l'exercice de la violence symbolique à l'Eglise catholique. Ainsi, de nouvelles institutions sont nées avec un niveau de faiblesse notoire dans la mesure où le gouvernement central n'a pas pu les étendre ni les défendre dans les diverses régions du pays. Le gouvernement en place n'a pas non plus pu obliger les différentes élites à respecter les normes existantes surtout quand ces règles allaient contre leurs propres pratiques, (par exemple, le respect des lois du travail, l'emploi ou le respect des droits des colons et des métayers pour exploiter les terres qu'ils occupaient).

La consolidation des élites régionales dans un bloc social dominant (Bourdieu, 1989) au début de la deuxième période d'après-guerre

Après l'unification du marché intérieur, qui coïncide avec la restauration conservatrice, le parti conservateur colombien a remporté les élections présidentielles de 1946. L'expansion capitaliste s'en est suivie ; elle a été entretenue par l'industrialisation accélérée menée par l'Etat et des institutions étatiques qui proposaient des niveaux élevés de protection pour les producteurs locaux et des crédits subventionnés. La capitalisation de la campagne a eu lieu avec des subventions élevées aux propriétaires afin de les transformer en entrepreneurs agricoles. Ces derniers programmes ont eu du succès car l'industrie manufacturière et les grands propriétaires ruraux se sont consolidés pendant une décennie à travers un processus accéléré de dissolution des formes précapitalistes de production. Ces propriétaires ont

expulsé les métayers et les colons de leurs terres et ont commencé à planter de nouvelles cultures (du riz irrigué, du coton, du sésame, du sorgho, etc.) hautement mécanisées, avec l'aide d'un semi-prolétariat agricole - dont beaucoup avaient été des colons ou des métayers - qui cependant, n'ont pas bénéficié des mêmes droits de travail que leurs homologues dans l'industrie manufacturière. Ce genre d'activités est appelée dans la littérature latino-américaine *l'alliance structurelle* (Francisco de Oliveira, 1973).

Cette nouvelle phase de développement capitaliste se déroule au milieu d'une grande violence qui s'ajoute au régime d'accumulation du capital. Pendant cette période, une forte confrontation a lieu entre le parti libéral et le parti conservateur. Le parti libéral était majoritaire à ce moment-là mais une division interne lui a fait perdre l'élection présidentielle en 1946 remportée par un candidat du parti conservateur. Le mot d'ordre de la nouvelle direction de l'Etat a alors été de démanteler les réformes réussies dans les divers domaines sous la république libérale. Cette position a été partagée par le bloc social dominant sans exception, indépendamment de ses affiliations politiques. Cette politique a déclenché une persécution agressive contre les syndicalistes affiliés à la Confédération des travailleurs de Colombie (CTC), la plus ancienne et la plus nombreuse des confédérations, dont la direction était partagée entre des membres des partis libéral et communiste. Cette situation a provoqué le licenciement massif de dirigeants et de travailleurs des secteurs public et privé. Le droit à la grève a été supprimé et les salaires ont été baissés. Finalement cette situation a permis au Ministère du travail d'intervenir dans les affaires internes des syndicats.

Parallèlement à la répression du mouvement social urbain, principalement représenté par le syndicalisme et les organisations politiques affiliées aux partis libéral et communiste, la Colombie a vécu une forte répression dans les campagnes. De terribles affrontements ont eu lieu entre les communautés paysannes liées au parti libéral et/ou au parti communiste. Les communautés rurales liées au parti conservateur, ont été soutenues et prises en charge par les forces de sécurité de l'État (la police et l'armée). Cette lutte qui s'est élargie jusqu'au début de la période du Front National (1958) a provoqué 200.000 morts, principalement dans les zones rurales. Cette violence a forcé au déplacement une grande partie de la population rurale et a permis l'expropriation illégale de 393.648 parcelles qui représentaient 2 millions d'hectares, soit 11% de la zone agricole de cette époque-là. Certains ont considéré ce fait comme «la vengeance des propriétaires de terrains» (Oquist 1978 cité par Basta Ya: 120).

Une deuxième vague de violence 1980 - 2010

Les politiques proposées par le Plan national de réhabilitation (1958) pour rendre les terrains expropriés par la force aux vrais propriétaires n'ont jamais été appliquées.

Entre la fin des années 1980 et l'année 2010, cette réalité explique l'un des plus grands déplacements de la population rurale (environ 4 millions de personnes), et l'expropriation de 6 millions d'hectares, accompagnés de massacres d'une rare violence et d'actes de cruauté extrême. D'après le rapport du Centre national de la mémoire historique (CNMH), *Basta Ya* (2013), entre 1958 et 2012, plus de 220.000 personnes ont été tuées dans le conflit armé (*la guerre interne*). Lors des massacres et des déplacements forcés de la population il est « évident que les trafiquants de drogue et les paramilitaires ont se sont joints dans ces pratiques criminelles, et que ces deux alliances du crime organisé se sont aussi unis avec des membres de la force publique. L'impunité très grave et persistante a aussi été évidente" (*Basta Ya* , 2013, 20-21). La connivence et la collaboration du bloc social dominant avec les groupes paramilitaires dans l'expropriation par la force des terres et des déplacements de population est aussi très claire. De grands groupes économiques et des entreprises transnationales ont acquis, à travers le labyrinthe de la corruption et de la violence une grande partie des territoires qui avaient été donnés illégalement à des paramilitaires. Le biais très actif qu'a pris le nouveau régime d'accumulation apparu par l'ouverture économique, entre 1989 et 1990 a donné une grande valeur stratégique au contrôle du territoire, mais sans la population nécessaire pour développer les grands projets d'exploitation des mines de charbon, des mines d'or, des pétroliers et des biocarburants. Ces processus de production avaient besoin de beaucoup de capital et de vastes territoires qui consommaient de grandes quantités d'eau. En même temps, ces projets produisaient de graves tensions avec l'agriculture paysanne en général et avec la production agricole. Ce processus de développement s'est déroulé en deux étapes : la première à partir d'une extrême violence afin de pouvoir déplacer les gens et obtenir le contrôle territorial de vastes zones. Cette violence, des paramilitaires surtout, perpétrée en collaboration avec la force publique, la complicité et le consentement du champ du pouvoir, s'est parfaitement articulée avec la deuxième phase qui se développe actuellement, en s'appuyant sur des procédés extra-légaux en expansion. C'est pour cette raison que la loi pour les victimes et la restitution des terres rencontre une forte opposition.

Dans le cadre du nouveau régime d'accumulation basé sur l'exportation de produits primaires et l'importation de biens de consommation, nous assistons à un nouveau type de violence, liée, comme l'a souligné Etienne Balibar (2010) à une *population en surplus* et qui n'est plus nécessaire ni comme main-d'œuvre ni comme consommatrice. Les dépenses sociales qui ont sensiblement augmenté, à la suite de l'internationalisation, dans presque tous les pays de la région, sont

principalement dirigées vers cette population «*en surplus*» sous la forme de types de subventions diverses. En Colombie il existe les programmes appelés *familles en action*, *gardes forestiers* et *Ensemble tous* etc. qui ont permis aux différents gouvernements de parler de réduction de la pauvreté. Il s'agit d'une réduction apparente de la pauvreté dans des familles, qui pour de multiples raisons, quittent le programme et retournent à leur niveau de pauvreté initiale. Paradoxalement pendant que les dépenses d'assistance sociale augmentent l'offre et la qualité des biens publics (éducation, santé, culture, etc.) se réduit. Il s'agit de programmes politiques chaque fois plus coûteux et sans avenir puisqu'ils ne tiennent pas compte de l'origine de cette population «*en surplus*». Ces programmes politiques réduisent les ressources qui pourraient être utilisées pour offrir des biens publics qui permettraient de faire face aux contraintes structurelles qui empêchent de générer suffisamment d'emplois pour cette population «*en surplus*».

Les tensions ont augmenté à cause de l'internationalisation économique, qui a coïncidé avec un changement profond dans la demande mondiale des produits agricoles primaires. La quantité recherchée de céréales et de viande, a énormément augmenté de la part des pays émergents qui ont vu croître de plus en plus -au cours des trois dernières décennies - leurs revenus et leurs populations urbaines ; c'est le cas de la Chine et de l'Inde. De plus, nous vivons à l'ère de l'agro-carburant, ce qui rappelle ce qui s'est passé à la fin du XIXe siècle : une demande massive de terrains nécessaires au développement d'un nouveau type d'agriculture. Dans le cas de la Colombie, ces terrains avaient été occupés par des colons qui avaient été les bénéficiaires de la réforme agraire antérieure ou donnés en propriétés collectives à des communautés indigènes et afro-descendantes. D'autres terrains vagues étaient propriétés de la nation.

Ce nouveau scénario a transformé la stratégie des paramilitaires. Ils ont redéfini leurs alliances avec les élites régionales et le *méga-champ* de l'administration. On passe de l'assassinat sélectif et du dépouillement des terres des vrais ou des «*prétendus*» collaborateurs des insurgés, au déplacement massif et forcé de la population d'un territoire et à l'exploitation de leurs terrains. Les nouveaux développements productifs demandent de grands espaces, cultivés de façon intensive avec de la machinerie et des agrochimiques, ils demandent donc peu de main d'œuvre. Ils utilisent les technologies *labor-saving*.

Le Centre National de Mémoire Historique (CNMH) a signalé, en 2013, qu'on était passé d'une lutte pour les terrains à un conflit pour le territoire dans lequel les paramilitaires et leurs alliés ont déployé une stratégie complexe : le déploiement d'une cruauté infinie qui, selon Benslama (1995), indique le dépassement d'une nouvelle limite dans la destruction de l'humain de la part d'un groupe d'individus (les victimes). Ces groupes partagent avec les victimes une même culture, une même langue, une même origine ethnique, une même religion, un même quartier et parfois même, dans beaucoup de cas, des liens de famille. Cette identité confuse avec les victimes provoque, selon

Benslama (1995), une haine « purificatrice », une forme particulière de violence pour vaincre et expulser de leurs propres territoires les ennemis à travers des mutilations, des exterminations pour produire la plus grande douleur.

Dans le conflit colombien la violence ultra-objective et ultra-subjective a été la plus marquée. Quelques chiffres suffisent à le montrer : « 1982 massacres entre 1980 et 2012 (le 59.8 % commises par des paramilitaires, le 17.3 % commises para la guerrilla, le 7.9% commises para les forces de l'ordre, le 14,8 % commises par des groupes armés non identifiés, le 0.6% commises par les paramilitaires et la force de l'ordre et le 0,4% commises par d'autres groupes » (CNMH, 2013 :47). Ces massacres ont eu lieu entre 1996 et 2004. Les groupes paramilitaires en sont les principaux auteurs. Pour la stratégie paramilitaire, les massacres sont des moyens privilégiés pour dépouiller les victimes de leur territoire.

Les massacres liés à la mutilation des corps, à la torture et à d'autres formes de brutalité, étaient des mécanismes très efficaces pour produire le déplacement forcé de la population dans les grandes régions du pays. Après le déplacement forcé, une deuxième phase de violence extrême a commencé. Il s'agissait, de la participation active des alliés paramilitaires dans la vie politique et administrative du pays. Le pillage des terres par la violence extrême exige, en effet, d'être accompagnée par la complicité de notaires, des greffiers des instruments publics, des greffiers au niveau municipal et des rattachés au Ministère de l'agriculture ainsi que des fonctionnaires du Ministère de l'agriculture et du Développement rural.

Dans la région de Montes de María, par exemple, les paramilitaires ont provoqué le déplacement de 100 000 personnes environ (23 % de la population). Ils ont commis des massacres aussi violents et cruels que ceux de Mampuján, El Salado, Chengue ou Macayepo où sont morts 115 personnes. Dans ces régions un processus de vente massive de terrains a eu lieu à partir de 2008. C'est à ce moment là que plus de 70 entrepreneurs sont arrivés dans la région et ont réussi à acquérir environ 75 000 hectares de terrains en trois ans.

Parmi les principaux acheteurs on compte *Cementos Argos* (entreprise de ciment) et *Caraiibes Reforestadora* appartenant au Groupe d'entreprises de Antioquia, le plus grand conglomérat financier du pays et à Germán Efromovich propriétaire de la compagnie aérienne Avianca, la plus grande du pays et l'une des plus importantes compagnies d'aviation en Amérique latine. La situation vécue à Montes de María n'est pas très différente de celle des autres zones où les groupes armés, en particulier les groupes paramilitaires ont déplacé massivement la population rurale. On assiste à un transfert massif de droits de propriété - près de six millions d'hectares - de la population rurale la plus pauvre à des grands propriétaires de terrains ce qui a provoqué une augmentation du degré de concentration de la terre, comme on le voit dans l'analyse de l'évolution de l'indice de Gini qui mesure le degré de concentration des terrains.

La stratégie paramilitaire consistant à exercer une cruauté sans limites pour dépeupler le territoire, voler les ressources et établir un nouvel ordre dans les régions, avait d'abord besoin de construire une image des autres (des communautés rurales, des associations de quartier, des défenseurs des droits des terres dans le village etc.) en utilisant des épithètes comme *guérilleros déguisés, auxiliaires des guérilleros, subversifs etc.*. Une telle stratégie plaçait les victimes potentielles dans une position d'infériorité, comme s'il s'agissait de *sous-hommes*, pouvant être tués. Elle envoyait un message paradoxal aux gens des communautés : collaborez à votre extermination. On assiste à une sorte de « mort sociale » des communautés qui à n'importe à quel moment peuvent être exterminées. Cela explique sans doute la récurrence des massacres dans la même zone géographique.

L'idéalisation de la haine est un mécanisme qui avait déjà été utilisé, notamment par les membres du parti conservateur dans leur opposition à la République libérale vers les années 1940. Elle a produit des effets dévastateurs dans la période de la restauration conservatrice, ce qui a été appelé *L'époque de la violence*. Le discours anticommuniste dans le contexte de la guerre froide, faisait partie de la formation des membres des forces armées. Il a contribué à thématiser et à enseigner comment inculquer la haine envers tout ce qui était nouveau, envers ce qui était différent. Les manuels préparés par le Pentagone pour les cours de contre-insurrection destinés à la formation des officiers et sous-officiers des armées d'Amérique Latine, utilisés à l' Ecole des Amériques au Panama, sont un modèle de l'idéalisation de la haine. La plupart des programmes de formation militaire, de nature stratégique ou technique ont un contenu élevé d'idéologie de haine. Son approche, comme l'ont remarqué Klare & Stein (1978) et Vigil (2000), est fortement anti-communiste. Le mot communiste a, dans ces manuels, une connotation si négative que n'importe quelle revendication salariale, n'importe quelle protestation sociale, par exemple, la demande de terres, ou n'importe quelle manifestation culturelle (théâtre non conventionnel, chanson de protestation, etc.) pouvait être qualifiée d'activité subversive.

En bref, la cruauté extrême mise en oeuvre par les paramilitaires n'est pas un accident. Il s'agissait et il s'agit toujours d'une stratégie d'accumulation de capital dans le monde rural à travers la dépossession par le processus d'accumulation, que le pays a connu depuis que la réforme agraire a échoué (annulation du pacte Chicoral en 1972). Il s'est approfondi avec l'internationalisation et l'alignement des politiques économiques au Consensus de Washington depuis le début de 1990. Il a conduit au démantèlement du complexe institutionnel qui soutenait les économies rurales. Il a augmenté les tensions vécues dans la campagne colombienne entre les économies paysannes et le monde de l'entreprise agro-industrielle.

Cette violence extrême, dans une grande partie du territoire rural de la Colombie, a détruit la communauté, approfondi le conflit social, détruit la quête de l'intérêt public. Une telle violence est passée au-delà des limites de la politique. Elle a bâti les fondements et les outils pour l'appropriation du pouvoir par une minorité qui cherche à faire taire la protestation sociale, à dépeupler le territoire, à piller les ressources du peuple (terres, bétail, machines, outils, cultures) pour construire un nouvel ordre social et un régime d'accumulation fondé sur la grande propriété rurale.

Le régime d'accumulation qui a suivi, celui qui était intensif en capital ou fordiste, a provoqué de multiples formes de violence. Sous l'ancien régime, avaient été créés des institutions et des droits, comme les conventions collectives, l'indexation des salaires sur l'inflation, la répartition des augmentations de la productivité entre les employeurs et les employés, la sécurité sociale et les contrats à terme indéfini, qui sont désormais éliminés dans les pays du centre comme ceux de la périphérie.

Les citoyens de pays très différents entre eux et avec des climats économiques très différents (L'Allemagne, la Colombie, la Grèce par exemple) sont confrontés aux mêmes politiques de travail flexible, à la privatisation des biens de l'Etat et à la marchandisation des biens publics. Dans les pays de la périphérie ce processus a été encore plus profond, plus brutal. Il a conduit à une violence inconvertible à grande échelle exprimée par la présence d'une population *en surplus*. La logique de la société civile dans un monde néolibéral produit comme l'a noté Ogilvie (1995), une classe de plus en plus nombreuse de personnes qui ne sont pas seulement menacées par la pauvreté mais qui sont *jetables*. Ils n'ont pas de place dans la société elle-même. Son intégration n'est pas au programme. Le discours « savant » des économistes néo-libéraux introduit deux nouveaux termes pour rendre cette réalité invisible, illisible : le taux de chômage naturel et l'employabilité. Ainsi, disparaît l'idée de plein emploi qui était une notion centrale de la théorie économique keynesienne depuis un demi-siècle. Les cadres de référence du nouveau canon, d'une bonne politique économique, dirigée par le Consensus de Washington, ne permet pas à la nouvelle population *jetable* de s'assurer une place dans le régime d'accumulation. Les gouvernements se limitent tout simplement à établir des programmes de transferts monétaires coûteux, pour, à court terme, obtenir une légitimité et améliorer les indicateurs sociaux en attendant un « miracle économique », une situation favorable, ce qui permettrait l'intégration des *jetables*.

Ce régime a provoqué : 1) une transformation profonde des structures sociales ; 2) le surgissement d'une violence inconvertible que les institutions en vigueur et les pratiques existantes des acteurs sociaux ne permettent pas d'appréhender ni de transformer. La vulnérabilité de la population *jetable* augmente, sa précarité (économique, sociale et symbolique) augmente, et elle ne trouve plus de place dans la société. Plus. Elle ne peut plus percevoir qu'elle en fait partie. Les

institutions cessent de défendre les droits de ces populations, alors que la société, et les institutions comme la Banque mondiale, ne savent pas quoi faire avec ces populations *jetables*. L'unique réaction a été la répression (avec ce qui est appelé les politiques de sécurité de la citoyenneté) et les subventions conditionnelles. C'est dans un tel cadre que les violences ultra-objective et ultra-subjective se sont articulées comme le signale Balibar (2010).

En bref, les périodes de plus profonde violence en Colombie (1947/1953 et 1990/2002) correspondent à de profonds changements dans le régime d'accumulation. La première période a été marquée par un processus accéléré de capitalisation de la campagne, en d'autres termes, la dissolution des formes précapitalistes de l'exploitation du travail dans les grandes exploitations agricoles ce qui a provoqué l'expulsion de milliers de métayers et de colons, le développement de nouvelles formes de production à partir de l'utilisation de machines et l'utilisation de nouvelles technologies. D'un autre côté, l'industrialisation dirigée par l'État augmentait et avait besoin d'une offre croissante de matières premières agricoles. Dans les années 1990, avec l'internationalisation économique et commerciale, des changements profonds ont eu lieu dans la structure productive et dans l'alliance des classes pendant cette période de développement capitaliste et de ses logiques d'action. Dans les deux cas, il est clair que la violence n'a pas pu devenir une institution ni un droit. Elle est devenue une violence aveugle, dégradée, dont il est facile de percevoir le sens. Les pratiques de la première violence (l'impunité, la non réparation, la non restitution des terres expropriées, le refus de toute tentative visant à établir la vérité des événements, etc.) a été un modèle qui a guidé les auteurs des crimes et les bénéficiaires de la deuxième vague de violence.

Il est nécessaire de construire une explication théorique, avec suffisamment de preuves empiriques, pour permettre d'appréhender les inter/ rétroactions qui se produisent entre les changements dans le régime d'accumulation et l'explosion de la violence inconvertible qui ont eu lieu au cours de cette période.

Bibliographie : A revoir par quelqu'un de compétent dans le domaine.

Balibar E. (2010), *Violence et civilité*, Paris, Galilée.

Banco mundial (2008), Informe sobre el desarrollo mundial 2008. Agricultura para el desarrollo. Washington D.C.

Bauman Z. (2006), *Le capitalisme liquide*, Paris, Le Rouerque/Chambon.

Benslama F. (1995), "La dépropriation", *Lignes*, no. 24, février.

- CNMH (2013), *Basta Ya: Colombia : Memorias de guerra y dignidad*, Bogotá, Imprenta Nacional.
- Klare M. et N. Stein (1978), *Armas y poder en América Latina*, México, Ediciones Era.
- Misas G., *Regímenes de acumulación y formas de regulación: Colombia 1910-2010*, (próxima publicación).
- Ogilvie B. (1995), "Violence et représentation. La Production de l'homme jetable", *Lignes*, No. 26, Octobre.
- PNUD (2011), *Colombia Rural. Razones para la esperanza. Informe Nacional de Desarrollo Humano*, Bogotá, INDH PNUD.
- Vigil E. (2000), "Le grand retour de Washington", *Manière de voir*, no, 49, janvier-février.